Dumazedier, du loisir au développement culturel

Intervention de Guy Saez lors de l'événement « Balade à travers le temps - Florilège de propositions culturelles pour repolitiser le temps libre » pour les 80 ans de Peuple et Culture à Grenoble, 11 avril 2025

Les organisateurs de cette rencontre, que je remercie pour leur initiative et pour l'invitation à y contribuer, m'ont demandé d'évoquer la question de la sociologie du loisir et la pensée de Dumazedier. S'agissant du loisir je dirais seulement que c'est un champ complexe tellement complexe les sciences sociales ne l'abordent plus globalement, qui n'existe plus en soi, mais qui est ramifié en plusieurs champs : sociologie de la culture, du sport, *cultural studies*, etc. La difficulté d'un discours synthétique est devenue insurmontable contrairement à ce qui se passait à l'aube de la « civilisation des loisirs ». On associe le plus souvent cette sociologie du loisir à Joffre Dumazedier qui a fait des recherche pionnières. Mais il a produit d'autres conceptualisations, par exemple le développement culturel, la société éducative, qui lui ont permis d'échapper aux difficultés de consolider scientifiquement une notion aussi fluide que celle de loisir. Je me contenterai donc de voir comment il a dépassé cette difficulté. Quant à la personne de J. Dumazedier, je renvoie aux nombreux témoignages et entretiens qu'il a fait dans la dernière partie de sa vie. Je renvoie également à la thèse récente de Philippe Metz qui est une somme sur l'homme et son œuvre. Mais je ne résiste pas à faire appel à un de ses fidèles compagnons, Benigno Cacérès, qui dans son livre *Le Président* (Le Seuil, 1953) le décrit tout entier d'une simple formule : « Le Président a un art véritable de penser pour demain. À croire que la notion de temps n'est pas la même pour nous deux »

Mais peut-être faut-il que je me présente car la plupart d'entre vous ne me connaissent pas. Plutôt que de décliner mon CV, je vous lis les quelques lignes écrites en préambule de mon livre de 2021[1].

« J'avais seize ans lorsque mon professeur de français au lycée d'une petite ville de province, dure et industrieuse, nous lut un extrait du discours du ministre des Affaires culturelles prononcé à l'Assemblée nationale le 17 novembre 1959. André Malraux souhaitait que « n'importe quel enfant de seize ans, si pauvre soit-il, puisse avoir un véritable contact avec un patrimoine national et avec la gloire de l'esprit de l'humanité ». En conséquence, notre professeur nous invita à nous rendre à la maison de la culture de Thonon, fraîchement inaugurée, pour assister à la représentation de la pièce La Visite de la vieille dame de Friedrich Dürrenmatt, mise en scène par Hubert Gignoux.

J'avais seize ans, j'étais pauvre, et grâce au ministre et à mon professeur de français, j'avais le droit de partager une parcelle de « la gloire de l'esprit de l'humanité ». Ce fut une révélation.

La même année scolaire, mon professeur d'allemand m'encouragea vivement à participer à une session de formation de « conseiller de séjour » de l'Office franco-allemand pour la jeunesse. C'est Joseph Rovan, de l'association Peuple et Culture, qui lui avait demandé s'il se trouvait parmi ses élèves quelqu'un susceptible d'être intéressé. Je ne l'étais pas

[1] Guy Saez, *La Gouvernance culturelle des villes. De la décentralisation à la métropolisation*, Paris, La Documentation française, Comité » d'histoire du ministère de la culture, 2021.

particulièrement, mais l'insistance de mon professeur et la perspective de passer une semaine à Berli me décidèrent.

C'est ainsi que je rencontrai Peuple et Culture, Joseph Rovan et Joffre Dumazedier. Ce fut une autre révélation. J'allais vouer une partie de mon existence à défendre et à promouvoir une « culture populaire ».

L'année suivante, notre professeur de philosophie nous convia à suivre des émissions de la télévision scolaire retransmises dans notre lycée. Je ne me souviens que du film où, dans la fumée des cigarettes, Jean Hyppolite conversait avec des collègues, dont Pierre Bourdieu, devant quelques étudiants sages, les garçons cravatés et les jeunes filles coiffées au carré. Je n'avais d'yeux que pour Bourdieu, qui expliquait que la tâche de la sociologie consistait en un « déchiffrement » des codes et des conventions. C'était décidé, je deviendrais sociologue.

Bien entendu, je ne me rendis compte que bien plus tard que ces trois expériences avaient bouleversé ma vie ; elles l'avaient aussi beaucoup compliquée.

En effet, je compris qu'il me fallait commencer par me « déchiffrer » moi- même lorsque j'appris, en lisant Edgar Morin, que j'étais un cas aberrant, une aberration statistique, néanmoins intéressante : « Ces exceptions à la règle », écrivait Morin, « les cas aberrants, ont une importance théorique capitale, car, démontrant la capacité d'accès au code hors de l'apprentissage familial ou scolaire, ils démontrent à leur façon la dualité profonde du code et la dualité de la culture. »

En somme, il m'invitait, moi qui balançais entre deux pays, deux religions, deux cultures, deux familles, à m'accorder une « importance théorique capitale » ! » Voilà qui était à peine réconfortant, car j'avais lu à peu près le contraire chez Bourdieu, qui non seulement n'éprouvait aucune considération pour mon cas, mais de surcroît m'accusait, en raison de ma supposée cécité concernant mes déterminismes, de légitimer la domination dont j'étais à la foi la victime ignorante et l'actif propagandiste.

Tout ce qui ensuite orienta ma vie dépend de ces trois expériences et du dilemme qui pesait sur moi.

Ces lignes sont pour moi l'illustration de ma fidélité et de ma reconnaissance à Peuple et culture Je pense que dit Dumazedier dans cette lettre à P. Bourdieu éclaire mon encore mieux mon propos : « … il me semble que ton questionnement sociologique qui oriente brillamment surtout vers les phénomènes de reproduction du conservatisme et des privilèges des classes dominantes, aurait besoin d'être complété par un questionnement aussi exigeant vers la dynamique de toutes les forces de résistances, de changement, de modification, même limitée, des situations d'injustice. Ton analyse fournirait ainsi de précieuses informations pour créer aujourd'hui un meilleur champ des possibles. Tu ne crois pas ?[2] »

[2] Extrait de Hommage à Joffre Dumazedier, Itinéraire d'un humaniste, Pec, La Lettre de PEC, 27/12/2002 : Lettre à P. Bourdieu, 18 mai 1998

Le loisir ancré dans un humanisme révolutionnaire : l'exemple du prototype grenoblois

Dès le rapport qu'il présente en novembre 1944 à la commission Culture du comité de libération de l'Isère, comité à qui il est proposé de prendre le nom de « mouvement Peuple et culture » Dumazedier exprime deux grandes lignes de son action à venir. D'une part son objectif, avec ce rapport est « d'opérer le travail de synthèse indispensable à la création d'une culture nouvelle pour un peuple nouveau » (Rapport de la réunion du 3 nov. 1944, archives PEC). Je note, sans m'y attarder ici, deux problèmes. Le premier concerne la date de naissance de PEC. Officiellement c'est le dépôt des statuts en février 1945 qui fait foi, or PEC existe, au moins pour les membres de cette commission dès novembre 1944. Le second concerne le statut de PEC jusqu'à la date de son existence juridique comme association en février 1945, c'est un organisme officiel du gouvernement provisoire de la République. La question de la date de création de Pec est importante, au moins pour la mémoire des militants, parce qu'il est clair qu'avant le dépôt des statuts associatifs, PEC est un groupe appartenant à l'administration du Comité départemental de Libération, il a une existence institutionnelle publique. Or une grande part des critiques qui seront fates à l'équipe dirigeante qui sera « débarquée » à l'assemblée générale de 1967 portait sur sa trop grande proximité avec l'administration.

La « synthèse » désirée viendra à Grenoble fin 1944 et 1945 de la mise en place, sous le contrôle de PEC d'une série d'institutions chargées de développer une culture populaire. Cette culture populaire, deuxième aspect du rêve de Dumazedier, devra exprimer un *humanisme* (puisé dans la tradition républicaine telle que pouvait l'incarner Jean Guéhenno, que Dumazedier admirait, mais aussi à l'École d'Uriage[3], et être *révolutionnaire*. Un humanisme révolutionnaire, c'est une position de synthèse intellectuelle qui semble possible dans les années de la Libération, mais qui disparaîtra ensuite. « C'est dans l'homme même, et pas seulement dans la société, que doit être portée la Révolution ». Ainsi débute le premier document signé Peuple et culture en novembre 1944, écrit par Dumazedier. Il précise « aujourd'hui s'impose la création ou la rénovation d'organismes qui, pour être humanistes, n'en sont pas moins révolutionnaires ». Il reprend certains thèmes et formules qu'il avait développé dans un texte à destination de ses « copains des camarades de la route », ajistes, intitulé *Le militant d'éducation populaire* en février 1944. Il oppose aux « humanités passives » de l'école et de l'université, au danger que le militant d'éducation populaire soit « l'assistant » de je ne sais quelle honorabilité universitaire, le souci de préparer cette gigantesque révolution des mœurs et de l'homme par les loisirs populaires (…) car demain le régime nouveau étendra les loisirs culturels à des couches nouvelles de la population ». L'humanisme révolutionnaire est donc ce *programme prospectif* d'une société qui sera de plus en plus dirigé par les loisirs. Il est révolutionnaire en ce qu'il intègre ce trois facteurs de modernité que sont l'entrée dans l'ère des masses, la culture de la jeunesse et l'emprise de la technique. Le Manifeste de Peuple et culture de1945 ajoute option une thématique qui sera notablement développée après Mai 68, il faut développer la sensibilité « et surtout libérer en chacun le pouvoir de création » (p. 10).

---

[3] L'École d'Uriage a été fondée en 1940 par le gouvernement du maréchal Pétain pour forer des « chefs » pour sa « Révolution nationale ». Elle rassemblait toutefois des personnes d'horizons très différents dont Joffre Dumazedier et Benigno Cacérès, deux des fondateurs de Peuple et Culture. Les membres de l'École s'éloignent du pétainisme et se rapproche de la Résistance naissante et en 1942, l'École est dissoute par le gouvernement, la ; la plupart de ses membres entrent dans la clandestinité.

Roger Sue a une excellente formule pour caractériser le principe théorique qui anime la pensée de Dumazedier : « De déterminé, le loisir devient déterminant [4]». C'est bien le *tournant culturel* de la sociologie des années 70-80 qu'il a anticipé. Dès lors, la culture ne se limite plus aux Beaux-arts d'antan, elle englobe toute forme d'expression et toutes les classes « produisent » de la culture ; elle n'est pas limitée à la sphère des idées, elle est un art de s'exprimer et un art de vivre, un style de vie, un vitalisme qui concerne chacun : « la culture prend corps dans le laboratoire du savant, autant que dans le bureau du philosophe que dans le cabinet du poète » dit le Manifeste (p. 16).

Le développement culturel : JD, de planificateur à réformateur : une inspiration militante et scientifique à la fois

En 1955 JD crée une association *Culture populaire et sciences sociales* pour diffuser les résultats de recherche, de sorte que, comme l'a écrit J. Ion, entre le militantisme de l'éducation populaire et la sociologie, il y a un vieux concubinage. Au cours des années 60, il réévalue cette relation en la pensant comme une collaboration entre le planificateur, l'animateur et le sociologue. Il faut appliquer à la sociologie une démarche prévisionnelle et coopérer étroitement sur le terrain avec l'animateur. C'est l'essence du développement culturel qui deviendra la problématique centrale du Plan et du ministère des Affaires culturelles avec la création du Service d'Étude et recherche d'A. Girard au ministère des Affaires culturelles en 1963. La notion de développement culturel, devenue le concept-clé de Dumazedier, est institutionnalisée avec le colloque de Bourges en 1964 sur le thème *Recherche scientifique et développement culturel*, importante rencontre décidée à l'instigation de Dumazedier et A. Girard.

En 1966 le compte-rendu de la grande enquête sur Annecy paraît enfin[5]. C'est une sorte de manifeste du *méliorisme* qui caractérise Dumazedier. Un méliorisme à son apogée, c'est-à-dire proche de son déclin puisque Mai 68 lui portera un coup fatal. Ce livre est aussi un bréviaire de l'enquête sociologique telle qu'il la pratique, spécifiée par le refus de la séparation entre la démarche prévisionnelle et le recul réflexif, ou en termes wébériens de la neutralité axiologique du sociologue. Ceci lui sera beaucoup reproché après 68 où l'intellectuel entend prendre ses distances avec le pouvoir, surtout le pouvoir de l'État. Dumazedier se veut plutôt réaliste, il est désireux d'une réhabilitation morale du loisir, contrairement à la position de la majorité des universitaires et de leur pessimisme culturel, et il sait qu'il faut en convaincre l'État pour avancer dans cette voie.

Je reviens sur la question de savoir comment Dumazedier en est venu à poser cette nouvelle problématique ? Sa double qualité de sociologue et président du mouvement de culture populaire Peuple et culture doit être ici rappelée. Dans les mois qui suivent son installation à Paris fin de1946 après l'aventure de Peuple et culture à Grenoble, Dumazedier s'attache à définir son association comme l'organisme expert en méthodes pédagogiques pour l'ensemble de l'éducation populaire. Cette expertise repose essentiellement sur la méthode de l'entraînement mental, dont les premières formulations remontent à l'époque de l'École des cadres d'Uriage et dont certaines bases théoriques sont empruntées à la psychologie de Piaget sur le développement cognitif de l'enfant, aux considérations du philosophe Alain, de P. Valéry sur le fonctionnement de

[4] Roger Sue, Hommage à Joffre Dumazedier, Agora débats/jeunesse, n° 29, 2002, p. 124-129.
[5] Joffre Dumazedier et Aline Ripert, le Loisir et la ville, t. 1 Loisir et culture, Paris, Seuil, 1966.

l'esprit et à la linguistique. Toujours à la recherche de fondements scientifiques de cette méthode, Dumazedier est intégré en 1947 à l'équipe d'Henri Wallon, autre psychologue, et participe aux travaux de la commission Langevin-Wallon sur la réforme de l'éducation. Son objet de recherche est alors la question du " développement de la personne " avec un intérêt particulier pour les autodidactes, les militants syndicaux et les membres des associations d'éducation populaire· Entraînement (mental) et développement partagent sur certains points le même univers sémantique. L'expression "développement de la personne" apparaît dans de nombreux textes de Peuple et culture concernant l'entraînement mental.

Son passage au Centre d'études sociologiques comme attaché de recherche au CNRS, sur les recommandations de Georges Friedman, lui fait côtoyer d'autres sociologues et surtout des économistes. Il explique lui-même qu'il était un membre assidu du séminaire de Friedman sur la sociologie du travail et du loisir[6]. Les discussions avec des économistes (André Piattier, Jean Fourastié) dont l'intérêt principal au milieu des années 50 est la question de la modernisation économique à travers la planification, produisent une orientation nouvelle dans son parcours intellectuel. Il se confronte en effet aux " structures " et plus seulement aux " sujets ". De cette confrontation naît un nouveau programme de recherche sur l'interaction entre l'action collective autour des loisirs culturels et le développement des structures économiques et sociales. Ce programme est celui du Groupe d'étude des loisirs, nom de l'équipe qu'il crée à partir de 1953 au CNRS, avec le soutien de Friedman. En 1954-55, il lance sa première grande enquête sur la dynamique des loisirs à Annecy qui, selon sa collaboratrice Nicole Samuel, s'inscrit pleinement dans cette problématique du développement culturel[7].

« Un développement culturel démocratique, au niveau de la création, de la diffusion et de la participation m'apparaissait dès lors encore plus indispensable que le développement économique. Ce fut désormais pour moi l'axe majeur à la fois d'une politique éducative et d'une recherche sociologique ou socio-pédagogique auxquelles j'allais consacrer toute mon énergie »

Cette nouvelle orientation n'abandonne pas la question des méthodes, il parle plus fréquemment de la situation culturelle des groupes sociaux dans leur rapport au développement économique. Dans divers textes de Peuple et culture de 1956 à 1958, on trouve des expressions telles que " promotion socio-culturelle des milieux populaires ", " élévation du niveau culturel de la nation ", " extension de la culture", " développement de la culture populaire". Toutes ces formules sont empruntées au langage économique ou sont des métaphores issues de la perspective " dynamique " des économistes planificateurs et modernisateurs d'alors. Ce transfert de la pensée économique, et aussi de l'ingénierie, vers le domaine culturel et la posture scientifique qui est la sienne le conduisent à défendre inlassablement ce qu'il appelle " l'attitude expérimentale dans la réalisation de l'éducation populaire ". « C'est, écrit-il dans une publication de Peuple et culture de 1958, la voie dans laquelle s'engage de plus en plus l'expansion économique dans les pays organisés ou planifiés sur un mode autoritaire ou libéral. Pourquoi l'expansion culturelle ne bénéficierait-elle pas des mêmes avantages[8] ? » L'idée est bien

---

[8] Il y là une référence aux questions internationales qui fait écho aux contacts fréquents deJD et de l'équipe de Peuple et Culture avec l'Unesco. Paul Lengrand, un des fondateurs de Peuple et culture et son futur Président, y

là, même si manque encore la formule définitive. La notion est théorisée alors comme un " concept d'action " dès les premiers travaux sur Annecy.

Annecy et ses sociologues

Le choix que fait Dumazedier en prenant Annecy dès 1956 comme terrain de sa recherche n'est donc pas fortuit. Il s'agit pour lui de transcrire sous forme sociologique l'intuition qu'il a eu de forces sociales en mouvement capables de changer le cours des choses. Bien entendu, le réseau d'amitiés nouées avec les membres de PEC lui ouvrait à peu près toutes les portes. Mais pour justifier son choix il recourt à un autre argument, plus méthodologique, la monographie : « nous avons fait le choix d'une agglomération urbaine de taille moyenne qui présentait dès 1956 les tendances économiques, sociales et culturelles donnant à penser qu'elles s'étendraient probablement à d'autres villes dans les années à venir, et qui, de plus, offrait des possibilités d'investigation historiques et économiques proportionnées à nos moyens [9]». Il précise un peu plus loin : « Annecy, une sorte de microcosme où l'on peut examiner ce que sera dans l'avenir une éventuelle civilisation du loisir à la française ». Annecy est la ville où se lit notre avenir ; c'est par excellence la ville des sociologues. Le sociologue René Kaes dira en 1966 à la sortie du livre *Le Loisir et la ville* : « un livre qui sans doute suscitera de fructueuses recherches et des actions plus efficaces chez les responsables publics et privés qui œuvrent dans ce qui va devenir une discipline scientifique et une technique d'action : le développement culturel[10]. » Annecy est donc à la fois la matrice d'une discipline scientifique et d'une politique à construire, la politique du développement culturel. Pour Dumazedier, Annecy est le terrain le mieux choisi pour donner corps à la « sociologie culturelle » qui se constitue et qu'il envisage dans la ligne « scientifique » qu'il a voulu imposer à l'éducation populaire en général et à PEC en particulier[11] en élargissant et professionnalisant les enquêtes de milieu. La collaboration de l'animateur et du chercheur dans une perspective de changement social, à condition que « l'imagination créatrice » soit bien éclairée et la « passion » des animateurs bien contrôlée (par la formation qu'apporte PEC) est l'idéal d'une France moderne. Dumazedier a bien pressenti à Annecy que les mutations urbaines et le progrès économique favorisaient l'expansion des loisirs, notamment des loisirs culturels. La croissance de l'offre culturelle de « qualité » en est stimulée mais il pense que cette croissance doit être accompagnée, guidée « par une école renouvelée et par un système de perfectionnement permanent ». Ce qu'il théorisera comme une « société pédagogique » qui doit éviter de voir « la médiocrité et la vulgarité culturelle accompagner dans les vingt ans à venir l'enrichissement de la société de masse ». La « société pédagogique » qu'il appelle ainsi de ses vœux est peut-être encore à venir ; en revanche s'il ne s'est pas trompé en prévoyant le gonflement de l'offre culturelle de qualité ni en redoutant la médiocrité et la vulgarité de la société de masse, il se refusait à penser, contrairement à son collègue Edgar Morin, que ces deux mouvements surviendraient en même temps. Dans un exercice de planification prospective en 1963, Pierre Guillaumat écrivait « Le tournant est pris, semble-t-il. L'appétit des satisfactions esthétiques est une

---

travaille ; il y sera le propagandiste de l'idée d'*éducation permanente*. L'association aura de longues années une certaine influence sur la Commission française de l'Unesco. Michel Debeauvais, proche de Dumazedier et futur maître d'œuvre des *Rencontres d'Avignon,* est un spécialiste des questions du tiers-monde.

[9] J. Dumazedier, A. Ripert, Le loisir et la vile, op. cit. p. 63.

[10] René Kaes, Recension de Dumazedier J. Ripert A., *Le loisir et la ville*, in *Revue française de pédagogie*, 1968/2, p. 71-74.

tendance qui s'affirme de façon croissante dans les consommations privées…. L'homme de 1985 aura une perception nouvelle des valeurs esthétiques dans la vie quotidienne car l'esthétique devenue consommation de masse tend à conquérir l'espace social toit entier.[12] »

Il est donc vrai, comme l'écrit P. Poirrier en s'interrogeant sur la notion de développement culturel que "Les premières formulations théoriques sont issues des travaux menés au sein de Peuple et culture sur la planification culturelle[13]" Ces formulations se précisent à partir de 1960, toujours dans la même perspective de l'interaction entre loisirs, économie et planification. Dumazedier participe à partir de 1961 aux commissions préparatoires du IVe Plan, le premier à s'intituler "Plan de développement économique et social"— les précédents n'étant que des "Plans de modernisation". Dans l'entretien autobiographique déjà cité, il dit : " J'ai aussi organisé pendant deux ans un séminaire où j'ai cherché avec Piattier (économiste) et Mandrou (historien[14]) à élaborer le concept de développement culturel pour instituer une sociologie où structures et acteurs sociaux seraient étudiés dans leurs interactions, du point de vue des sujets agissants[15]. " Il précise, dans sa contribution à l'ouvrage consacré à *L'Education populaire au tournant des années soixante* qu'il s'est également inspiré d'un ouvrage de K. Mannheim, *Sociology of Education*, qui fait appel au *cultural development*[16], témoignage qu'il réitère à plusieurs reprises. Dans son livre le plus célèbre, *Vers une société du loisir ?* paru en 1962, il emploie trois expressions voisines qui indiquent une certaine imprécision de sa pensée[17]. Il reprend la formule de "l'expansion de l'action culturelle", il parle de la part active qu'il a prise au "développement de l'action culturelle" et aussi de "complexité des problèmes du développement culturel des masses". Ces trois expressions désignent des plans de réalité différents, mais comme le signale Vincent Dubois, ces termes "ont directement servi à la formalisation de l'action culturelle publique. [18]" Ils servent également à fédérer autour d'une vision commune, d'un référentiel partagé, des acteurs venus de milieux sociaux, porteurs d'intérêts à agir différents.

Les deux grands forums nationaux de 1964

Les premières Rencontres d'Avignon et le colloque de Bourges qui se succèdent en 1964 à quelques mois d'intervalle sont les deux moments de la généralisation de la notion à un milieu composite formé d'intellectuels, de professionnels de la culture, de fonctionnaires. C'est à ce moment qu'elle devient, selon l'expression de Philippe Poirrier un concept opératoire[19]. En introduisant les débats d'Avignon sur ce sujet " relativement nouveau ", M. Debeauvais, ami de Dumazedier et membre de Peuple et culture, insiste d'emblée sur le caractère englobant du développement culturel. Est maintenant disponible une catégorie qui, bien au-delà de la politique sectorielle du ministère, a vocation à réaliser l'intégration de toutes les activités de loisir. Dans l'esprit de Dumazedier, il s'agit aussi de

---

[13] P. Poirrier, " Présentation " in *La naissance des politiques culturelles et les Rencontres d'Avignon sous la présidence de Jean Vilar (1964-1970*), Paris, La Documentation française, (Comité d'histoire), 1997, p. 39.

réhabiliter la prééminence d'une logique de l'action, qui indique tout à la fois un état d'esprit et un style de l'action. Lors de cette première décade avignonnaise (20-31 juillet 1964), Dumazedier donne sa définition des trois plans concernés par le développement culturel : la création, la diffusion, la participation et il les relie très explicitement à la planification.

Dans ce même exposé, il fait la proposition d'instaurer un Conseil national culturel, dont il voit une amorce dans la commission des équipements culturels qui a fonctionné en 1961 auprès du Haut-commissariat à la Jeunesse. Est-ce la même inspiration qui conduit Émile Biasini à proposer l'année suivante d'institutionnaliser les Rencontres pour en faire une « Commission nationale chargée de définir ce que devrait être en la matière le rôle de l'État[20] » ? En 1964, toute l'équipe de Peuple et Culture se fait l'ardent propagandiste de la conception. Dumazedier lui-même, Joseph Rovan, et d'autres intellectuels ou animateurs culturels en font le cœur de la discussion du Colloque de Bourges en 1964.

Le colloque de Bourges tenu du 2 au 4 novembre 1964 s'inscrit directement dans la ligne ouverte par les Rencontres. L'analyse qu'en fait V. Dubois montre que ce colloque scientifique a pour objectif de fédérer autour de la nouvelle notion un groupe d'intellectuels et de chercheurs capables d'apporter leur contribution à un élargissement de la politique culturelle qui est alors conduite par le ministère. Si les travaux ont un certain retentissement, ils échouent sur ce plan puisque P. Bourdieu, rendant compte de l'étude commanditée par le tout nouveau Service d'étude et de la recherche d'A. Girard sur " Les musées et leurs publics "[21] oriente la sociologie de la culture vers d'autres voies. C'est à A. Girard que revient la tâche d'intégrer le développement culturel dans les cadres de pensée du ministère[22]. En termes plus analytiques, on pourrait avancer que le développement culturel réunit déjà les traits typiques du *référentiel* de politique publique dans la mesure où il propose " une représentation globale (d'une société en développement culturel) autour de laquelle vont s'ordonner, se hiérarchiser, les différentes représentations sectorielles[23]. " Unifier autour de cette conception commune, les politiques du ministère de la Culture, celles de l'éducation, de la jeunesse, de l'urbanisme, du social, de l'économique, tel est désormais l'objectif. Cependant, outre les effets de la critique faite par Bourdieu, qui iront en s'amplifiant, l'ambition du développement culturel à unifier le champ se heurte à l'existence de l'idée d'*action culturelle*, particulièrement à l'inflexion qu'elle subit en 1962-64.

Le relais par la planification

C'est en ce sens que la participation de Dumazedier aux commissions de planification du IVe et Ve Plan est stratégique, de même que les apports de Joseph. Rovan et Jean-Marie Domenach et des amis de la revue *Esprit*. Leur proximité avec A. Girard aide à populariser le concept. S'il y a un consensus des propagandistes du développement culturel, il n'est pas sûr qu'ils interprètent cette idée de la même façon, comme on vient de le suggérer. Sans entrer maintenant dans le détail, on peut dire que les éléments communs sont :

- la croyance en l'existence de besoins et aspirations culturels non seulement mal satisfaits mais appelés à croître dans le futur (développement = croissance) ;

- le fait que ces besoins manifestent des valeurs qui sont à la base de l'orientation culturelle de la société (développement = orientation politique) ;
- qu'une synthèse de ces deux premières acceptions peut se faire dans le processus de planification (développement = planification).

Il s'agit également d'une réponse aux problèmes soulevés par mai 68[24]. Pourtant dès 1969, Edgar Morin met en garde contre la charge mythique de la notion. Il écrit : « Dans le nouveau système bureaucratique, avec une injection de populisme dumazedierien, la culture est devenue une production, qui, comme toutes les productions techno-économiques, progresse grâce aux crédits aux équipements aux édifications. Des crédits ! Des maisons de la culture ! Des équipements socio-culturels[25] ! » Il se range résolument du côté " du surgissement, de l'épanouissement, de l'activité " et appelle à la nécessité " de concevoir ce que peut bien signifier le terme de développement culturel, d'examiner s'il a quelque signification en dehors d'un développement multidimensionnel de l'être humain[26] "

L'utopie du 4e pouvoir

À Annecy, comme à Rennes et Grenoble, les associations jouent donc un rôle important. Au point qu'une sorte de démocratie culturelle associative paraît s'imposer comme le mode de gouvernance de l'action culturelle. C'est ce qui est théorisé par Dumazedier comme le 4e pouvoir, le « pouvoir culturel ». Le problème, c'est que ce pouvoir a du mal à s'auto-organiser. L'exemple de Rennes est là aussi à méditer. En 1959 se crée dans cette ville un Comité de liaison des organisations de jeunesse et d'éducation populaire qui donne naissance quelques années plus tard à un « Office socio-culturel » municipal, dont la tâche essentielle est de planifier et mettre en œuvre la politique socio-culturelle de la ville. Ce n'est pas réellement un « parlement associatif » car les financeurs des équipements détiennent la majorité au comité directeur mais c'est un lieu de partage et de coopération entre les acteurs associatifs de la ville, un exemple de co-gestion. Les propositions du colloque de Bourges en 1964 une première étape vers la création du futur Conseil de développement culturel. Dumazedier cherchera, longtemps encore après l'échec de ce Conseil en 1972-73, à théoriser l'existence légitime du quatrième pouvoir, le pouvoir culturel, sans rencontrer beaucoup d'échos, y compris au sein de Peuple et culture.

La société éducative

Le dernier avatar de sa construction intellectuelle est la promotion de la société éducative. C'est le titre du deuxième ouvrage sur Annecy[27]. Les critiques de Dumazedier envers l'institution scolaire font déborder la pédagogie en dehors de ce seul cadre pour intéresser l'ensemble des institutions aptes à œuvrer à la promotion des citoyens. C'est donc à ses yeux toute la société qui devient éducative. La société éducative est à la fois un idéal et une

---

[27] J. Dumazedier et Nicole Samuel, Le loisir et la ville T2 Société éducative t pouvoir culturel, Paris Seuil, 1977.

réalité sociologique quand il évalue le rôle des associations dans une collectivité, Annecy par exemple, dans les années 50 et 60.

En résumé, je dirais que la notion de développement culturel m'a toujours semblé plus fouillée, plus en accord aussi avec la dimension d'action que souhaitait JD, que le concept flou de loisir. Mais puisque j'ai commencé sur une note personnelle, permettez -moi de finir de même. Malgré toute l'admiration que j'avais pour JD, je n'ai pas toujours été en phase avec lui. Nos discussions étaient difficiles parce qu'il refusait le type de problématique que j'essayais d'élaborer à la fin des années 70 et au début des années 80. Pour le dire vite, je souhaitais que l'éducation populaire engage une critique résolue à l'égard des deux discours qui enserraient la société et dont elle n'était pas consciente, dont elle était même un relais. Le discours de la guerre et celui du besoin. Le discours de la guerre, auquel il avait beaucoup contribué en raison de la place de la Résistance et du militantisme dans sa formation, voulait rendre compte de la représentation polémique d'un combat, sur le front culturel, avec des militants entraînés, et au plan épistémologique cette pensée de la dualité, de la séparation de la discrimination. À quoi s'ajoutait la contre-critique venant de Michel Foucault faisant apparaître l'ambition de l'action culturelle comme une vaste entreprise de normalisation, de quadrillage social, de l'utilisation coloniale de la culture comme une arme de normalisation. Quant au discours du besoin, il devenait un principe d'extension indéfini de la sphère de l'éducation populaire, gagné par les normes du marché. « Affirmer le besoin de culture comme l'économie politique affirme le besoin de réfrigérateurs ou d'espadrilles est devenu chose courante ». J'ajoutais que cette forme de légitimation signait en réalité la disparition des valeurs fondatrices de l'éducation populaire au profit de l'animation socio-culturelle qui prenait désormais la première place. J'étais conscient en effet que le positivisme de la sociologie du loisir, telle qu'elle était pratiquée à l'époque, ne la rendait pas sensible « à ce qui est devenu le pont de départ des analyses nouvelles : l'institutionnalisation du loisir sous les formes politico-administratives de l'animation ». J'avais proposé ces idées dans ma contribution inaugurale au Congrès de PEC qui s'est tenu à Annecy en 1980. Cela n'avait pas beaucoup plu à Dumazedier. Il avait encore plus mal reçu le livre que j'avais co-écrit en 1982 sur l'articulation de ces deux discours[28]. J'avais également proposé en 1988 dans une contribution intitulée « Promotion des citoyens et société éducative » l'idée que la notion de société éducative de Dumazedier devenait plutôt restrictive, formule polie pour ne pas dire « dépassée » : « Ne faudrait-il pas parler de société créative ? Cette société créative n'élimine pas la pédagogie, mais la réinsère dans la vie sociale : elle tient compte des évolutions de la vie moderne, d'une aspiration à la création qui pourrait devenir le mode de participation le plus enrichissant pour chacun et pour la société dans son ensemble ». Il me semble que c'est toujours la question centrale aujourd'hui.

[28] Claude Gilbert, Guy Saez, L'État sans qualités, Paris, PUF, 1982.